

la question

Faut-il alléger ou supprimer la session de janvier à l'unif ?

La Flandre s'interroge sur l'intérêt des examens de janvier, souvent fatals aux étudiants du supérieur. Mais côté francophone, on estime que cette session a « une fonction formatrice ».

Faut-il laisser aux étudiants davantage de temps avant de les soumettre au couperet de l'examen ? La question est en débat en Flandre, où plusieurs universités songent à alléger voire supprimer la session de janvier, relataient ce mardi les journaux *De Standaard* et *Het Nieuwsblad*. Objectif : diminuer le nombre d'échecs au début du parcours universitaire et, par conséquent, le coût qu'engendre le redoublement.

Au nord du pays, seulement un tiers des étudiants inscrits en première année d'université décrochent leur baccalauréat en trois ans, sans connaître l'échec, donc. C'est trop peu, estiment la Vrij Universiteit Brussel (VUB) et l'Universiteit Gent (UGent). La faute, pour partie, aux examens de janvier. Ils arriveraient trop tôt dans l'année académique. Les étudiants, singulièrement ceux de première bac, fraîchement sortis du secondaire (les BAC1) et peu habitués aux exigences du supérieur, seraient à ce stade de l'année des « oiseaux pour le chat », explique Tom Dekeyzer, du rectorat de l'UGent. Mais sans exa-

mens en janvier, les étudiants ne risquent-ils pas de se tourner les pouces en attendant la session de juin ? Pour éviter cela, l'université gantoise envisage d'introduire des évaluations intermédiaires ou des examens blancs, de sorte que l'étudiant puisse se tester.

Côté francophone, l'idée ne passe pas la rampe. À l'UCL, les BAC1 doivent présenter six examens en janvier. Marc Lits, vice-recteur, estime que les supprimer aurait, sur l'échec, l'effet inverse de celui escompté : « *Il y a effectivement un taux d'échec plus important en janvier qu'en juin, ce qui est un peu normal vu que les étudiants découvrent le système universitaire. Mais cette session a une fonction formatrice. C'est l'occasion pour les étudiants d'un apprentissage. Et c'est surtout l'occasion, pour nous, de leur faire des propositions pour se remettre à niveau, de proposer un accompagnement, une remédiation. Si on attend juin, ce n'est plus possible. D'ailleurs, entre juin et septembre, le taux*

d'échec baisse de 50 %. On observe donc une progression entre janvier, juin et septembre. Un échec, s'il est bien compris, peut être formateur. Il n'est donc pas question, pour nous, de supprimer la session de janvier. »

À l'ULB, où durant des décennies, les « hostilités » ne commençaient qu'à Pâques (en « pré-sess »), on n'est pas très chaud non plus pour remettre en cause la session de janvier. « *À l'époque où, effectivement, il n'y avait pas de session en janvier, la rentrée avait lieu à la mi-octobre et les cours s'éta- laient sur toute l'année acadé- mique, nous explique-t-on. Au- jourd'hui, on fonctionne par se- mestres. Imagine-t-on ne pré- senter qu'en juin un examen dont la matière est close depuis décembre ? On a reproché assez longtemps à l'université de lais- ser les étudiants désœuvrés puis, d'un coup, de les assom- mer de travail... De manière gé- nérale, nous venons de vivre la réforme « Marcourt », qui sui- vait celle de « Bologne » ; ce dont nous avons le plus besoin désormais, c'est d'un peu de sta- bilité !* » ■

W. B. ET C. D. P.